



iKNOW
POLITICS

international Knowledge
Network of **Women** in Politics

Résumé de la discussion en ligne sur le
**Financement des campagnes
électorales des femmes**

Août 2018



Empowered lives.
Resilient nations.

MESSAGE DE LANCEMENT

Les femmes continuent d'être fortement sous-représentées dans les processus et les organes de prise de décisions à travers le monde à tous les niveaux. L'Union interparlementaire (UIP) indique que seulement [23% des membres de parlement](#) sont des femmes. L'accès inégal aux ressources nécessaires pour candidater ou participer à des campagnes électorales constitue un facteur important de ce manque de représentation. Il est de plus en plus reconnu que la [politique dominée par l'argent est le plus souvent une politique dominée par les hommes](#). L'UIP a mené une [enquête](#) en 2008 auprès de 300 députées affirmant que le financement de la campagne était l'un des plus grands obstacles rencontrés par les femmes. Cela a été confirmé plus tard dans la recherche effectuée par ONU Femmes en 2013¹ où plus de 80% des répondants ont identifié l'accès au financement comme l'un des plus grands obstacles pour entrer en politique. Les coûts de la course électorale varient considérablement d'un pays à l'autre et les obstacles rencontrés par les femmes diffèrent selon le contexte. Des problèmes systémiques tels qu'un statut économique généralement inférieur et un manque d'indépendance économique affectent les femmes à l'échelle mondiale, ce qui crée de forts obstacles à la participation des femmes à la vie politique.²

Il existe plusieurs facteurs influent sur la participation politique des femmes et les systèmes électoraux font partie des plus importants d'entre eux. Les systèmes majoritaires et centrés sur les candidats tendent à exiger plus d'autofinancement de la part des candidats, ce qui désavantage les femmes. Les coûts sont engendrés par les campagnes d'élections primaires et puis dans la période électorale générale. Les primaires de partis peuvent être très coûteuses et devenir un obstacle à la participation des femmes car elles nécessitent souvent un autofinancement important. Les systèmes proportionnels exigent généralement moins de financement de la part du candidat et sont donc considérés comme plus favorables aux femmes. Cela est dû aux partis politiques qui assument la plupart des coûts des campagnes. Cependant, les partis politiques désignent souvent des hommes qui, selon eux, sont plus susceptibles d'attirer plus de financements privés en raison de stéréotypes de genre enracinés.

Dans de nombreux pays, le rôle du financement privé est réduit en raison du financement public de l'État. Une trentaine de pays ont introduit des mesures de financement public qui favorisent la nomination et l'élection des femmes dans les organes de décision. Cela peut inclure l'affectation de fonds pour des activités de soutien à la participation des femmes, telles que le financement direct des ailes féminines ; le refus de financement pour les partis qui n'atteignent pas le seuil de candidatures féminines ; ou l'augmentation du financement pour les parties ayant des niveaux plus élevés d'égalité des sexes. Le dernier [rapport](#) d'International IDEA sur le sujet indique que le financement public sensible au genre n'est efficace que dans les pays où les montants de financement public sont élevés par rapport au financement privé ; quand les pertes potentielles de financement public pour la non-nomination des femmes sont élevées ; et que le lien entre le financement public et l'égalité des sexes est suffisant pour surmonter les préjugés sexistes au sein des partis politiques. Dans les contextes où les partis ne dépendent pas du financement public, les pénalités pour non-conformité sont faibles et le financement public sensible au genre a peu de chances d'être efficace.

¹ ONU Femmes a réalisé une évaluation des parlementaires et des militants lors de la 57^{ème} session de la Commission de la condition de la femme à New York en mars 2013, et avec les membres du réseau iKNOW Politics, <http://www.iknowpolitics.org>. Au total, 70 répondants ont donné leur avis sur la question du financement politique.

² Pour une analyse complète des défis rencontrés par les femmes à travers le monde pour obtenir des financements, veuillez vous référer au chapitre «Les femmes en politique: Financer l'égalité des genres» dans [Funding of Political Parties and Election Campaigns: A Handbook on Political Finance](#).

Objectif de la discussion en ligne

iKNOW Politics et ses partenaires ont organisé cette discussion électronique **du 15 mai au 19 juin 2018** afin de recueillir les avis de dirigeants et membres de partis politiques, de politiciens, d'experts, de praticiens et de chercheurs sur les défis et opportunités du financement pour les candidates et son rôle dans la promotion de la participation politique des femmes. Les contributions ont abouti à l'élaboration d'une réponse consolidée qui augmente la base de connaissances disponible sur le financement des campagnes électorales et son impact sur la participation politique des femmes.

Questions

1. D'après votre expérience, quels sont les principaux défis auxquels les femmes sont confrontées dans la collecte de fonds pour les campagnes électorales dans votre pays ?
2. Existe-t-il des exemples de méthodes novatrices de collecte de fonds utilisées par les femmes candidates ?
3. Quelles sont les bonnes pratiques dans les partis politiques pour soutenir la candidature et la collecte de fonds pour les femmes ?
4. Que peuvent les gouvernements prendre comme mesures pour soutenir financièrement les candidates ? Et comment peuvent-elles être efficacement appliqués ?

CONTRIBUTIONS

The e-Discussion on [Funding for Women Candidates](#) took place from 15 May to 19 June 2018. Twelve contributions were submitted by the following users:

1. [Akua Sena Dansua](#), Ancienne ambassadeure du Ghana en Allemagne, ancienne ministre du Tourisme, ancienne ministre de la Jeunesse et des Sports, ancienne ministre de l'Égalité des sexes et de la protection de l'enfance, ancienne députée, **Ghana**
2. [Ana Kadovic](#), Directrice résidente du bureau de l'Institut national démocratique (NDI), **Albanie**
3. [Anonyme](#)
4. [Dr. Ameena Al-Rasheed](#), Expert iKNOW Politics Expert, consultante, ancien professeur assistant et conseillère régionale de l'ONU, **Royaume-Uni**
5. [Dr. Santosh Kumar Mishra](#), Assistant technique, Centre des ressources pour la population (PERC), Département de l'éducation permanente et des adultes, Université des femmes S. N. D. T., Mumbai, **Inde**
6. [Expert du the Netherlands Institute for Multiparty Democracy \(NIMD\)](#), **Pays-Bas**
7. [Fatma Aytac](#), Coprésidente du parti des femmes, **Turquie**
8. [Jayne Cravens](#), Consultant international, chercheur et formateur en communication et engagement communautaire, États-Unis
9. [Leonie Morgan](#), Co-fondatrice de la Liste d'EMILY, **Australie**
10. [Mawuli Dake](#), Initiative Moremi pour le leadership des femmes en Afrique, **Ghana**
11. [Regina Mundi](#), Sénatrice et dirigeante du parti du Mouvement démocratique du peuple du Cameroun, **Cameroun**
12. [Yuki Hamada](#), International IDEA, **Suède**

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION

iKNOW Politics et ses partenaires remercient leurs membres et utilisateurs d'avoir pris le temps de participer à cette discussion en ligne et de partager leurs expériences, pratiques et recommandations. Les contributions sont résumées ci-dessous.

1. D'après votre expérience, quels sont les principaux défis auxquels les femmes sont confrontées dans la collecte de fonds pour les campagnes électorales dans votre pays ?

L'argent est indispensable pour participer aux élections. Le manque de financement adéquat est souvent un obstacle pour les femmes qui souhaitent entrer en politique car cela les empêche de planifier et de mettre en œuvre leurs activités de sensibilisation, d'élaboration de politiques et d'autres efforts de campagne. Les principaux défis sur lesquels les participants sont d'accord sont l'influence des stéréotypes sexistes sur les perceptions des électeurs et des donateurs à l'égard des femmes en politique et le statut économique inférieur généralisé des femmes par rapport aux hommes.

La sénatrice et dirigeante du parti, Regina Mundi, dit qu'il est difficile pour les femmes au **Cameroun** de collecter des fonds car les donateurs, souvent convaincus que les femmes ont peu de chances de remporter les élections. La sénatrice Mundi soutient que cette dynamique crée un effet boule de neige, car il faut de l'argent pour collecter des fonds, ce qui pose des difficultés toujours grandissantes aux femmes quand il s'agit d'approcher et de convaincre les donateurs. Une participante des **États-Unis** rejoint ce point de vue en ajoutant que l'un des obstacles auxquels les femmes de tous les pays sont confrontées est le syndrome du grand coquelicot : souvent, les gens sont enclins à couper le plus grand coquelicot, celui qui tente de se démarquer. Dans ce cas, le grand coquelicot représente une femme qui cherche un poste politique et d'autres types de postes de direction.

La première femme ministre de l'histoire du **Ghana**, l'ancienne députée et actuelle ambassadrice en Allemagne, Akua Sena Dansua, raconte que les femmes sont confrontées à une panoplie de défis en matière de collecte de fonds pour les élections dans son pays. Ils incluent le harcèlement sexuel ou la peur du harcèlement sexuel par les donateurs masculins et le manque général de moyens financiers à la disposition des femmes et la garantie collatérale conséquente pour obtenir des prêts auprès des institutions financières pour les élections.

Le manque de transparence dans le recrutement et la nomination des candidats des partis est l'un des principaux défis auxquels les femmes sont confrontées. La coprésidente du parti des femmes en **Turquie**, Fatma Aytac, souligne que certains systèmes électoraux et certaines lois internes de partis politiques entravent l'accès des femmes au financement politique. En Turquie, les dirigeants des partis décident généralement des candidats et, même si certains partis ont instauré des quotas internes de genre, les dirigeants des partis placent souvent les femmes dans des postes impossibles à gagner ou ne suivent tout simplement pas les quotas.

La directrice résidente du bureau de l'Institut national démocratique (NDI) en **Albanie**, Ana Kadovic, explique que le NDI a lancé en 2016 un programme visant à aider les partis politiques albanais à renforcer et à maintenir leurs pratiques internes en matière de gestion financière, de responsabilité et de transparence ; et faire progresser le débat public sur le financement politique par des efforts croisés de réforme. Les experts du programme ont conclu que l'obtention de places gagnables sur les listes de partis pour les femmes et les jeunes reste difficile en l'absence d'accès à des ressources financières et de procédures de nomination et de sélection des candidats transparentes. Il a également été conclu que l'accès au financement est particulièrement critique au stade de la candidature. Les aspirants apportant

des ressources aux partis ou aux campagnes sont souvent prioritaires et les femmes, même si elles sont des organisatrices et des dirigeantes compétentes, sont souvent négligées.

En Albanie, les ailes des partis, telles que celles des femmes et des jeunes, dépendent du siège du parti pour leur financement. Étant donné le processus de prise de décision centralisé au sein des partis, les ailes sont soit découragées, soit tout simplement incapables de collecter des fonds de leur propre chef. Un répondant a partagé avec NDI que « même les bannières et la salle que nous utilisons pour le congrès de l'aile des femmes sont imprimées et fournies pour nous par le parti. Nous ne pouvons pas choisir ». Outre un parti qui s'est engagé à allouer un pourcentage spécifique de son budget aux femmes et aux jeunes, le processus de prise de décision centralisé généralisé et le manque de transparence budgétaire des partis politiques empêchent les femmes et les jeunes de plaider pour le budget allocations.

2. Existe-t-il des exemples de méthodes novatrices de collecte de fonds utilisées par les femmes candidates ?

L'accès aux fonctions politiques élues dépend de la capacité des candidats et des partis à nouer des liens avec les électeurs au moyen de campagnes stratégiques. Cela nécessite du temps et de l'argent. Comme nous l'avons vu, ce dernier est particulièrement difficile à lever pour les femmes. La recherche sur l'égalité dans la prise de décision (EDM) en **Albanie** a révélé que l'autofinancement, y compris les contributions des membres de la famille, est une source importante de financement pour les femmes candidates. On a également constaté que les dons des citoyens, des amis et / ou des entreprises sont plus faibles. L'étude a noté que :

"La société albanaise n'a pas de culture de collecte de fonds en politique. Dans l'étude de l'EDM, 28% des candidates interrogées ont déclaré que la collecte de fonds était nécessaire, mais ont considéré que c'était la responsabilité du parti. Parmi ceux qui reconnaissent que la collecte de fonds est nécessaire, seuls 13% ont déclaré savoir comment collecter des fonds, contre 24% qui ont indiqué ne pas être en mesure de lever des fonds. Seulement 7% dans l'ensemble ont déclaré que la collecte de fonds pendant la campagne électorale n'était pas nécessaire. "

Bien que l'argent soit important pour soutenir les campagnes électorales, il existe d'autres moyens d'aider les candidates à les mener. La sénatrice Regina Mundi partage une méthode simple et efficace qu'elle a personnellement testée lors de l'une de ses campagnes au **Cameroun** : « Je me suis assise avec mes filles et j'ai dressé une liste de toutes mes connaissances. J'ai été surprise d'avoir une longue liste. J'ai appelé ceux que je pouvais appeler et j'ai écrit des lettres aux autres. Les réponses étaient bonnes. Certains m'ont envoyé des crédits de téléphone. D'autres du carburant pour ma voiture. "

L'ambassadrice du **Ghana** en Allemagne Akua Sena Dansua dit que la collecte de fonds de campagne peut être spécifique au contexte et peut ne pas se limiter au cash. Elle soutient que les associations peuvent être de solides alliés de femmes candidates, car elles peuvent soutenir la sensibilisation des électeurs avec un coût minime ou nul. Leonie Morgan, cofondatrice de la liste EMILY pour l'**Australie**, fournit un exemple de la manière dont les organisations de la société civile peuvent soutenir les candidates. En Australie, EMILY's List dispose d'un fonds dédié à la distribution de financement initial des candidatures féminines pour les aider à lancer leurs campagnes et / ou à faciliter d'autres collectes de fonds. L'ONG donne également à ses membres la possibilité de faire un don et de faire du bénévolat dans des campagnes approuvées.

L'utilisation de médias numériques, tels que les sites Web de campagne, les blogs et les réseaux sociaux, peuvent avoir un impact considérable sur la performance des campagnes, en particulier auprès des jeunes. Contrairement aux plateformes médiatiques traditionnelles, les réseaux sociaux, principalement Facebook, Twitter et YouTube, offrent la possibilité de toucher le public rapidement, à un coût minime ou nul. Il permet également aux candidats de cibler des données démographiques spécifiques pour des messages et des appels à l'action spécifiques.

Pour contrer les défis auxquels sont confrontées les femmes en **Afrique** lors de la campagne de financement, la vice-présidente du Libéria, Jewel Taylor, a proposé lors du dernier week-end de gouvernance Mo Ibrahim au Rwanda la création d'un fonds fiduciaire politique pour les femmes. Cette initiative est intervenue après qu'elle et de nombreuses autres femmes politiques présentes ont reconnu que la collecte de fonds était l'un des plus grands défis auxquels elles étaient confrontées en politique. Un groupe de travail doit encore être formé et mettre en œuvre cette vision sous la direction de la Banque africaine de développement.

3. Quelles sont les bonnes pratiques dans les partis politiques pour soutenir la candidature et la collecte de fonds pour les femmes ?

Les participants soutiennent que de nombreux partis politiques déploient des efforts superficiels et limités pour améliorer la participation politique des femmes, ce qui ne conduit pas à influence réelle ni à un pouvoir décisionnel. Le guide du NDI et du PNUD sur [l'autonomisation des femmes pour renforcer les partis politiques](#) (2012) fournissent des exemples de ces efforts :

- La création d'ailes féminines sans autorité
- Le placement symbolique de femmes sur les listes de candidats
- La marginalisation des femmes politiques après leur élection
- Le placement de candidates dans des districts ayant peu de chances de gagner
- L'élimination des candidates de la liste des gagnants au dernier moment

Les partis politiques devraient s'abstenir de telles pratiques pour donner aux femmes la possibilité de progresser dans leurs structures et de se faire élire. À mesure que la tendance mondiale évolue vers une gouvernance démocratique inclusive, la sensibilisation active à des groupes généralement sous-représentés tels que les jeunes et les femmes devient de plus en plus une composante essentielle des stratégies des partis politiques. Les contributeurs appellent à la prise en compte de la discrimination positive dans les règles et règlements des partis politiques pour garantir l'inclusion des femmes, leur sélection sur les listes de candidats et une discrimination positive dans l'attribution des fonds des partis.

Le quota interne propres aux partis est un moyen efficace, s'il est suivi correctement, qui accroît rapidement l'inclusion des femmes et assure leur participation significative aux élections et aux processus décisionnels des partis. Pour que les quotas aient un impact significatif, les candidates doivent être traitées sur un pied d'égalité en ce qui concerne le placement de listes : si elles sont systématiquement placées dans des positions difficilement gagnables, les proportions de femmes parmi les candidats ne sera pas la même pour les postes élus.

Les partis politiques peuvent également mettre en place des mesures pour consacrer une partie de leur budget à l'aile des femmes. Cela permettrait aux femmes de former des candidates et de soutenir leurs efforts de campagne électorale. Pour que cela soit efficace, il est important d'avoir des mécanismes de responsabilisation et d'application afin de contrôler la mise en œuvre de ces initiatives.

4. Que peuvent les gouvernements prendre comme mesures pour soutenir financièrement les candidates ? Et comment peuvent-elles être efficacement appliquées ?

Les gouvernements ont un rôle clé à jouer pour faciliter l'inclusion des minorités dans les organes et processus de prise de décisions. Les recommandations avancées par les participants comprennent :

- Limiter les budgets de campagne pour réduire les courses de collecte de fonds
- Assurer la transparence du financement des campagnes afin de limiter l'utilisation de l'argent illégal et des entreprises
- Renforcer le mandat et le budget de fonctionnement de l'organe de gestion des élections afin de surveiller correctement les dépenses de campagne et de demander des comptes aux partis politiques
- Fournir des prêts sans intérêts aux femmes candidates
- Déduire les impôts des donateurs qui financent les campagnes des candidates
- Introduire des incitations financières pour que les politiques augmentent la participation politique des femmes

Sur la dernière recommandation, le récent rapport d'International IDEA intitulé [Financement public ciblé sur le genre pour les partis politiques : une analyse comparative](#) (2018) comprend une série d'exemples de nombreux pays sur la manière dont le financement public peut constituer une incitation financière puissante. Par exemple, en **Haïti**, pour accéder au financement public ciblé par sexe, les partis politiques doivent nommer des femmes à au moins la moitié des sièges disponibles et réussir à attribuer la moitié des postes élus aux femmes. En **Géorgie**, les partis politiques qui reçoivent un financement public peuvent obtenir un financement supplémentaire de 30% si leurs listes de candidats comptent au moins 30% des deux sexes dans chacune des trois premières séries de 10 noms figurant sur les listes. En **Moldavie**, les partis politiques qui désignent des femmes à 40% ou plus de leurs sièges dans les circonscriptions uninominales ont accès à davantage de fonds.

Depuis 2008 en **Albanie**, les partis politiques doivent désigner au moins 30% des deux sexes, sans quoi leur financement public serait réduit. De plus, les partis qui ne parviennent pas à placer les femmes dans au moins un des trois premiers postes des listes de candidats sont passibles de sanctions. Après l'entrée en vigueur de ces mesures, l'Albanie a connu une forte augmentation du nombre de femmes nommées par les partis, passant de 9% à 32% lors des élections de 2009. Depuis, le nombre de femmes candidates et élues a augmenté d'une manière constante, avec 40% de femmes candidates et 28% de femmes élues en 2017.

Un financement public ciblé sur le genre peut contribuer à accroître la participation politique des femmes, mais uniquement dans des cas spécifiques. Si la part du revenu total des partis provenant de sources publiques est élevée, comme c'est le cas en Albanie où environ 90% du budget des partis politiques proviennent de fonds publics, l'incitation à nommer des femmes est alors significative. Il existe un lien important entre la proportion du financement public et le niveau d'équilibre entre les sexes atteint parmi les candidats et les membres élus.